

MINISTERE D'ETAT AUX  
AFFAIRES CULTURELLES

Paris, le 27 février 1962.

-----  
DIRECTION DES ARCHIVES  
DE FRANCE

LE DIRECTEUR GENERAL DES ARCHIVES DE  
FRANCE

à

Service technique  
Circ. AD 62-8

MESSIEURS LES DIRECTEURS DES SERVICES  
D'ARCHIVES DES DEPARTEMENTS

-----

O B J E T : Tenue des registres des délibérations des Conseils  
municipaux et des Arrêtés des maires.

J'ai l'honneur de .vous tranamuttre ci-degsous le  
texte d'une circulaire adressée le 14 février 1962 par M. le  
Ministre de l'Intérieur (Direction générale des Collectivités  
locales) à MM. les Préfets au sujet de la tenue des registres  
des délibérations des Conseils municipaux et des Arrêtés des  
maires. Elle précise les dispositions de la circulaire du  
Ministère de l'Intérieur du 28 avril 1960, qui avait été portée  
en son temps à votre connaissance par ma Circulaire AD 60-24  
du 2 août 1960.

Je vous invite à veiller attentivement, lors de vos  
tournées d'inspection des Archives communales, à l'exécution  
des mesures prescrites par ce texte, et à rendre compte à  
l'autorité préfectorale, en m'en tenant informé, de toutes les  
irrégularités que vous pourriez constater dans ce domaine.

André CHAMSON,  
de l'Académie française

-----  
MINISTERE DE L'INTERIEUR

REPUBLIQUE FRANCAISE

-----  
Direction Générale des  
Collectivités locales

---  
Paris, le 14 février 1962.

-----  
Bureau CL/P4

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR

à

CIRCULAIRE N° 101

MESSIEURS LES PREFETS  
(Métropole)

-----

O B J E T : Tenue des registres des délibérations du conseil  
municipal et des arrêtés du maire.

.../

La circulaire n° 176 du 28 avril 1960 autorise les municipalités à coller des copies dactylographiées des délibérations du Conseil municipal sur le registre prévu par l'article 22 du code de l'administration communale au lieu de les transcrire à la main sur ce registre. Je vous prie de diffuser auprès des municipalités les prescriptions complémentaires ci-après dont l'expérience a montré l'utilité.

A - L'emploi d'une colle sèche de bonne qualité est indispensable. D'une part, en effet, une colle susceptible d'absorber l'humidité de l'air moisirait et rendrait le registre inutilisable après quelques années ; d'autre part, une colle de mauvaise qualité fait gondoler les pages du registre et entraîne un risque de décollage.

La colle conseillée par les services techniques compétente est faite d'acétate de Polyvinyl dissous dans un mélange d'acétone et d'acétate d'ethyle ; vous voudrez bien insister auprès des municipalités sur l'importance que présente l'emploi d'une colle de cette composition.

B - Le collage des feuilles sur des registres ordinaires présente des inconvénients pratiques (épaisseur excessive du registre, rupture de la reliure etc ...), si bien que les municipalités qui recourent au système du collage devront obligatoirement employer les registres, spécialement établis pour remédier à ces inconvénients, qui sont fabriqués par certaines papeteries, et dont plusieurs modèles sont mis en vente.

C - Certaines communes font imprimer les délibérations de l'assemblée municipale pour les publier dans un bulletin ou pour les relier en un volume. Ce procédé qui répond à un besoin pratique ne dispense pas le maire de faire tenir le registre spécial prévu par l'article 33 susvisé. Toutefois celui-ci pourra être constitué par des feuilles imprimées à condition que les signatures manuscrites de tous les membres présents à la séance figurent sur chaque délibération.

D - D'après les renseignements qui m'ont été communiqués, les maires et les secrétaires de séance se plaignent parfois de la sujétion qu'entraîne l'obligation d'apposer une seconde signature à cheval sur le registre et sur la feuille collée ; les cachets de la mairie ainsi placés constituent une garantie suffisante, je ne m'oppose pas à ce que ces signatures soient omises pourvu que le maire et les conseillers apposent effectivement la leur sur la délibération elle-même, conformément à l'article 33.

E - Certaines communes ont exprimé le désir d'utiliser le système du collage pour tenir le registre des arrêtés municipaux prévus par l'article 83 du code ; je ne vois pas d'objection à cette extension du système, pourvu que les précautions prescrites à l'égard du registre des délibérations soient prises (signature manuscrite du maire sur l'arrêté lui-même - apposition des cachets de la mairie à cheval sur la feuille collée et le registre - emploi d'un ruban à encre indélébile et d'une colle sèche de bonne qualité).

.../

F - Le système du collage qui reste facultatif intéresse principalement en fait les communes d'une certaine importance car les petites communes ne disposent le plus souvent ni de machines à écrire, ni d'agents connaissant la dactylographie. Il convient de rappeler aux municipalités qui hésiteraient devant la dépense représentée par l'achat d'une machine, la circulaire du 30 septembre 1958 aux termes de laquelle elles peuvent acquérir du matériel par l'intermédiaire du service des domaines ; en s'adressant à ce service elles obtiennent des réductions qui atteignent généralement de 10 % à 40 % sur les prix pratiqués dans le commerce.

Pour le Ministre et par délégation  
Le Directeur du Cabinet,

Yvon BOURGES.